



L *e statut des huissiers de justice*

Entretien avec M. Valeriu STOICA, Ministre de la Justice



De gauche à droite : Me BROUHOT, M. le Ministre de la Justice roumain et Me GUEPIN
From left to right : Mr BROUHOT, the Romanian Minister of Justice and Mr GUEPIN

La Roumanie aspire à réformer ses institutions judiciaires et témoigne d'une vive attention pour tout ce qui l'entoure. Déjà, l'association des huissiers de justice roumains est membre de l'Union et son secrétaire, M. Dan NEMES, assure une liaison ininterrompue entre le Ministère de la Justice de Roumanie et l'Union Internationale des Huissiers de Justice.

Ainsi, à son initiative, une délégation de l'Union Internationale (*composée de Me Ghislain BROUHOT, membre du comité exécutif de l'UIHJ, et Me Francis GUEPIN, membre de l'UIHJ*) a-t-elle été reçue le 14 septembre dernier à Bucarest par M. Valeriu STOICA, Ministre de la Justice.

A l'issue d'un entretien particulièrement fructueux auquel assistaient Mme Marieta AVRAM, directeur général des services judiciaires, ainsi que Me Dan NEMES, le ministre devait indiquer qu'une profonde réforme de la profession d'huissier de justice était envisagée.

Il convient de préciser que les huissiers de justice roumains sont actuellement des

fonctionnaires de faible catégorie qui sont placés sous l'autorité directe du juge. Leur formation n'est pas satisfaisante et le ministère de la justice postule pour l'instauration d'une profession indépendante regroupant des professionnels nantis de connaissances juridiques élevées. Il importe, néanmoins, de préciser que les fonctions exercées par nos collègues roumains sont largement inspirées du système français.

Les échanges entretenus avec le gouvernement roumain depuis plusieurs années ont, sans doute, été décisifs dans les choix opérés par les autorités de ce pays qui envisagent encore de se plonger dans une réforme de leur code de procédure afin de

l'adapter au modernisme qu'impose l'évolution du monde économique.

Le projet de loi sur le statut libéral de l'huissier de justice étant déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale, M. STOICA a mis l'accent sur l'intérêt de renforcer la coopération afin d'affiner, au plus vite, les textes.

Selon le ministre, le statut libéral pourrait entrer en vigueur dès 1999. Il nécessitera dans son application un puissant effort d'adaptation pour nos confrères roumains pour lesquels M. STOICA souhaite une étroite collaboration avec notre organisation dans la phase de formation qui se révélera capitale pour le succès de la réforme.

CREATION D'UNE ASSOCIATION NATIONALE DES HUISSIERS DE JUSTICE ROUMAINS

La Chambre Nationale des Huissiers de Justice roumains vient de naître.

Portée sur les fonts baptismaux sous l'appellation de "**ASSOCIATA EXEDUTORI-LOR INDECATORESTI D'IN ROMANIA**", elle est constituée d'un bureau provisoire composé de 4 membres :

- Me Gabriel George DRAGANESCU, Président

- Me Dan NEMES, Secrétaire
- Me Lucian EZER, Trésorier
- Me Mihai SERSEA, Membre.

Le pays rencontre un certain nombre de difficultés qui n'a pas permis, à ce jour, de réunir une assemblée générale.

L'Union Internationale se réjouit, néanmoins, de cette excellente information qui illustre la densité des réformes engagées en Roumanie.



*S*tatus of judicial officers

An interview with Mr Valeriu STOICA, Minister of Justice

Romania wishes to reform its judicial institutions and is keenly interested in everything going on around it.

The Association of Romanian Judicial Officers is already a member of the Union and its secretary, Mr Dan NEMES, acts as a permanent link between the Romanian Minister of Justice and the International Union of Judicial Officers.

On his initiative a delegation from the International Union (consisted of Maître Ghislain BROUHOT, member of the executive committee of the International Union, and Maître Francis GUEPIN, member of the International Union) was received on 14th September 1998 in Bucharest by Mr Valeriu STOICA, the Minister of Justice.

At the end of a particularly fruitful interview which was attended by Mrs Marieta AVRAM, the Director General of legal services, and by Mr Dan NEMES, the Minister indicated that a major re-

form of the profession of judicial officer was envisaged.

Romanian judicial officers are currently lower ranking civil servants who work under the direct authority of a judge. Their training is not satisfactory and the Ministry of Justice would like to see the creation of an independent profession consisting of highly qualified legal professionals.

Nevertheless, the functions carried out by our Romanian colleagues are largely inspired by the French system.

Exchanges have been taking place with the Romanian government for several years and have no doubt had a decisive influence on the decisions taken by the authorities who wish to reform their procedural code in order to bring it into line with modern economic conditions.

As the proposed reform establishing judicial officers as a liberal profession has been filed with the committee of the National Assembly, Mr STOICA emphasised the importance of strengthening co-operation in order to complete the text of the law as quickly as possible.

According to the Minister, the profession could come into being in 1999. Our Romanian colleagues will be required to make serious efforts to change and Mr STOICA is hoping that there will be close collaboration with our organisation at the training stage, which will be of primordial importance for the success of the reform.



Members of committee of Romanian National Association
Les membres du Bureau de l'Association Nationale Roumaine

CREATION OF A NATIONAL ASSOCIATION OF ROMANIAN JUDICIAL OFFICERS

The National Chamber of Romanian Judicial Officers has just come into existence.

It has been christened "**ASSOCIATA EXECUTORILOR INDECATORESTI D'IN ROMANIA**", and it consists of an interim committee with four members :

- Mr Gabriel George DRAGANESCU, President
- Mr Dan NEMES, Secretary

- Mr Lucian EZER, Treasurer
- Mr Mihai SERSEA, Member.

The country has encountered a number of difficulties which have prevented the constitution of a general assembly as yet.

The International Union is however delighted at this excellent news which illustrates the extent of the reforms which are being undertaken in Romania.



Maitre Yacine SENE élue Président de l'Ordre national des Huissiers de Justice du Sénégal

La profession d'huissier de justice à statut indépendant a été créée le 3 septembre 1960 au lendemain de l'indépendance du Sénégal.

Il existe dans ce pays 50 offices d'huissiers de justice dont 43 sont pourvus et sept en cours d'affectation.

Le statut des huissiers de justice sénégalais comportait toutefois une lacune puisqu'il ne prévoyait pas d'organisation nationale représentative. Seule existait depuis 1970 une association des huissiers de justice dont l'adhésion n'était pas obligatoire.

Une loi vient de remédier à cette anomalie en créant l'Ordre National des Huissiers de Justice du Sénégal. Cet ordre est instauré auprès de la Cour d'Appel. Il est le seul organe de représentation de la pro-

fession car il n'y a pas de dispositifs intermédiaires (tels que la Chambre départementale ou la Chambre régionale comme en France).

L'appartenance à l'Ordre est obligatoire et tous les huissiers de justice sont réglementairement assujettis au nouveau régime.

L'Ordre a pour vocation de faire appliquer les statuts qui prévoient la mise en place d'un organe de formation et l'élaboration d'un règlement intérieur. Rappelons qu'au Sénégal les huissiers de justice doivent être maîtres en droit, avoir accompli un stage de deux ans et avoir satisfait aux épreuves d'un examen professionnel.



Me Yacine SENE • The President, Mrs Yacine SENE



Le 12 décembre, avait donc lieu à Dakar l'élection du premier conseil. Me Yacine SENE, qui présidait jusqu'alors l'association, a été élue aux mêmes fonctions au sein de l'Ordre National.

Naturellement, cette nouvelle a fortement réjoui les nombreux amis que comptent Mme le Président SENE dans les rangs de l'Union Internationale où son talent et sa compétence sont unanimement appréciés.

Me SENE est huissier de justice à Dakar. Elle est titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale de Procédure française et exerce depuis janvier 1985. Elle était présidente de l'Association des Huissiers de Justice du Sénégal depuis avril 1995.

Rappelons que Mme le Président SENE est l'actuelle secrétaire permanente de l'Union Internationale des Huissiers de Justice pour l'Afrique Centrale et Occidentale.

Les objectifs du nouveau conseil portent sur :

- la révision du statut en vue de transférer à l'Ordre national le domaine de la discipline et de la déontologie ;
- l'organisation de l'examen professionnel par les huissiers de justice ;
- la mise en place d'un système de surveillance de l'éthique professionnelle ;

• la promotion de la formation en coopération avec la Chambre Nationale française et son Ecole Nationale de Procédure ainsi qu'avec l'Union Internationale ;

• enfin, la constitution d'un régime de retraite.

« Naturellement, nous a précisé Me SENE, cette liste n'est pas limitative » et la nouvelle Présidente de l'Ordre d'ajouter : *« Je souhaite participer à l'essor de la profession par la formation mais aussi par la communication afin de permettre une profonde intégration des huissiers de justice au sein du système judiciaire, une meilleure approche auprès des justiciables et des citoyens et une connaissance accrue de notre organisation par le milieu des entreprises ».*

A terme, l'huissier de justice sénégalais doit devenir un partenaire à part entière du monde judiciaire, social et économique.

Voilà un bien beau programme... Tous nos vœux vous accompagnent Madame le Président.

La Rédaction d'U.I.H.J. Magazine adresse à Madame le Président SENE ses chaleureux compliments.

Le siège de l'ordre est provisoirement fixé à l'étude de Me Yacine SENE BP 127 à DAKAR.

La composition du Conseil de l'Ordre est la suivante :

| | |
|-------------------------------------|-------------------------|
| Président | Yacine SENE |
| Vice-président | Makick Sèye FAU |
| Secrétaire Général | Moussa SARR |
| Secrétaire Général adjoint | Moussa BA |
| Trésorière Générale | Fatma HARIS DIOP |
| Trésorière Générale adjointe | Elisabeth TINE |
| 1er Conseiller | Aroma DIA |
| 2ème Conseiller | Djiby DIATTA |





*M*aître Yacine SENE elected President of the Senegalese National Order of Judicial Officers

The profession of independent judicial officer was created on 3 September 1960 immediately after the country became independent.

The country now has 50 offices, 43 of which have been filled while seven are in the process of being filled.

There used to be a gap in the organisation of the profession in that there was no representative national body. The Association of Judicial Officers was only set up in 1970, and membership was optional.

This anomaly has now been remedied by the creation of the Senegalese National Order of Judicial Officers, on a statutory footing. The Order has been set up at the Court of Appeal. It is the profession's only representative body as there are no intermediate entities (such as regional or local chambers as in France). Membership of the Order is compulsory and all judicial officers are subject to the new system.

The Order's aim is to apply the constitution which provides for the establishment of a training body and the drafting of internal regulations. In Senegal judicial officers

are required to have a Master's degree in Law, to have completed a two year training period and to have passed a professional examination.

On 12 December the first council was elected in Dakar.

Maître Yacine Sene who was President of the Association was elected as President of the National Order.

This naturally gave great pleasure to Mrs Sene's numerous friends at the International Union where her talent and competence are appreciated by all.

Mrs Sene is a judicial officer in Dakar. She is a graduate of the French National School of Procedure and she has been in practice since January 1985. She had been President of the Association of Judicial Officers since April 1995.

She is currently permanent secretary of the International Union of Judicial Officers for central and west Africa.

The new council's objectives relate to :

- a review of professional organisation with a view to transferring disciplinary matters and professional conduct to the National Order

- the organisation of the professional examination by judicial officers
- the installation of a system to supervise professional conduct
- the promotion of training in collaboration with the French National Chamber and the French National School of Procedure and with the International Union
- the establishment of a pension scheme

Mrs Sene pointed out that, naturally, the list is not comprehensive and added :

"I want to see the profession take off through training and communications, so as to see judicial officers at the heart of the judicial system, to see a better approach to litigants and citizens and I want companies to have a better understanding of the organisation."

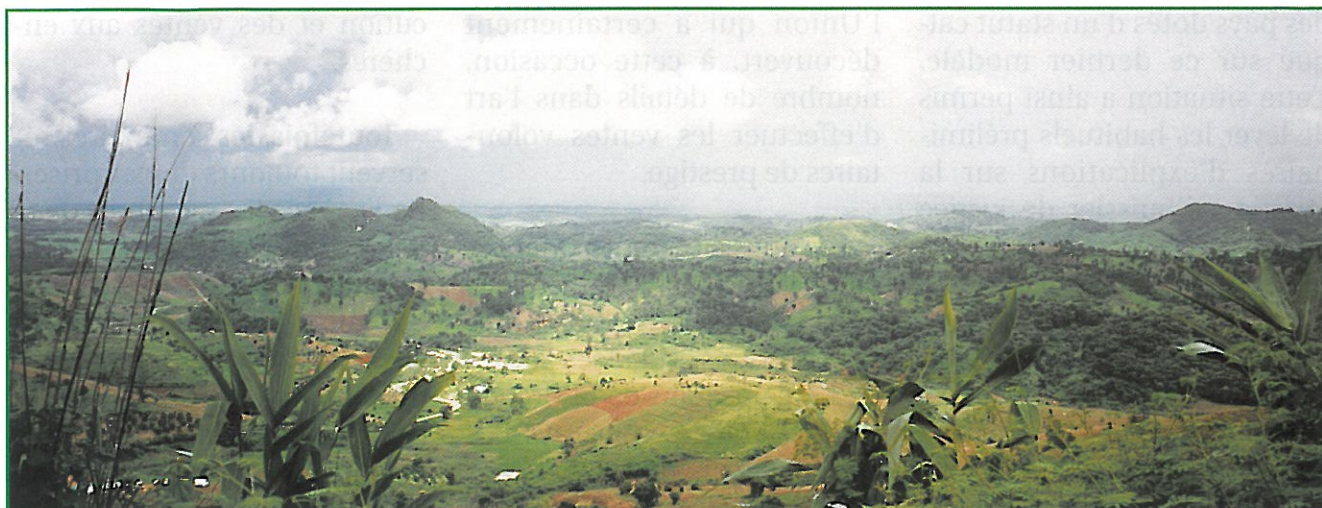
In the long run, Senegalese judicial officers must become full partners in the judicial, social and economic worlds. Which is some programme.

We wish her every success and our warmest compliments.

The head office of the Order is currently located at Mrs SENE's office - BP 127 DAKAR.

The council of the Order is made up as follows :

| | |
|----------------------------------------|-------------------------|
| <i>President</i> | Yacine SENE |
| <i>Vice-president</i> | Makick Sèye FAU |
| <i>Secretary General</i> | Moussa SARR |
| <i>Deputy Secretary General</i> | Moussa BA |
| <i>Treasurer</i> | Fatma HARIS DIOP |
| <i>Deputy Treasurer</i> | Elisabeth TINE |
| <i>1st Councillor</i> | Aroma DIA |
| <i>2nd Councillor</i> | Djiby DIATTA |



Le Triangle d'Or • The Golden Triangle

Séminaire de *PATTAYA* *des 5 et 6 septembre 1998*

Répondant à une invitation du Ministère de la Justice de Thaïlande, une délégation de l'Union Internationale, composée de Maîtres ISNARD, HECTOR, CHRISTIN, NETTEN et CLAES, s'est rendue à Bangkok puis à Pattaya pour participer, avec les agents d'exécution thaïlandais, à un séminaire sur les procédures d'exécution.

L'Union Internationale des Huissiers de Justice avait déjà

eu l'occasion de recevoir à Paris, en deux occasions des délégations du gouvernement thaïlandais avec lesquelles des échanges très fructueux avaient été réalisés. Ainsi donc la Thaïlande sur le plan de l'organisation judiciaire n'était pas tout à fait inconnue de l'Union.

Toutefois, s'agissant des fonctions et du statut de l'huissier de justice thaïlandais, les enseignements recueillis ne donnaient qu'une très vague idée de leurs activités.

Pattaya est connue dans le monde entier pour ses lieux

de villégiature, ses plages, ses hôtels. Tout incline à Pattaya vers le tourisme et la détente ; en l'occurrence les 150 agents d'exécution réunis en séminaire étaient animés d'un tout autre désir : celui d'appréhender les fonctions de l'huissier de justice au champ d'activité élargi.

La Thaïlande n'est pas une nation de common law mais un pays de code qui puise sa source d'inspiration dans le code Napoléon. De ce fait, les fonctions des agents d'exécution en Thaïlande sont très voisines de celles des huissiers de justice de France et

des pays dotés d'un statut calqué sur ce dernier modèle. Cette situation a ainsi permis de lever les habituels préliminaires d'explications sur la fonction d'huissier de justice et a favorisé les échanges directs et immédiats.

Deux sujets ont suscité un particulier intérêt : les ventes aux enchères et le régime d'identification des biens fonciers et de la publicité immobilière. Le grand spécialiste des ventes mobilières internationales, Me Jean CHRISTIN, Huissier de Justice à Genève, a subi des heures durant le feu croisé des questions posées par un auditoire particulièrement enthousiaste et d'une rare curiosité intellectuelle. L'exposé dans les moindres détails de Me CHRISTIN fut un riche moment y compris pour l'ensemble de la délégation de

l'Union qui a certainement découvert, à cette occasion, nombre de détails dans l'art d'effectuer les ventes volontaires de prestige.

Les autres orateurs -Maîtres HECTOR, NETTEN et CLAES- se sont partagés les différentes interventions articulées autour de l'organisation de la profession en France et au Pays-Bas et en Belgique de l'activité des huissiers de justice.

Paradoxalement, les huissiers de justice thaïlandais qui sont des fonctionnaires, pour la plupart juristes de haut niveau, conduisent des actions quasiment à l'identique de leurs homologues belges, français, néerlandais ou genevois. Leurs fonctions recouvrent le domaine de la signification, de l'exécution par voie de saisie arrê ou de saisie exé-

cution et des ventes aux enchères.

Toutefois, les séminaires réservent toujours des surprises. En l'espèce les membres de la délégation de l'Union Internationale s'étaient préparés à quelques questions imprévues mais, certainement pas à présenter par le menu détail le principe du cadastre et le régime du livre foncier ou de la conservation des hypothèques assorti de tout un florilège de précisions sur les sûretés judiciaires... au grand dam de Dominique HECTOR obligé de s'écarter de son programme initial ce qui ne lui procura, au demeurant, aucun embarras particulier !

Nous devons la parfaite réussite de cette rencontre à Mme PIMONRAT VATTANAHATHAI, Président de la Chambre Civile du Tribunal Civil de Bangkok Sud qui assura avec un grand courage et beaucoup de mérite la traduction des interventions dans les deux langues et qui maîtrise remarquablement le français pour avoir soutenu une thèse de droit civil à la faculté de Grenoble en France.



Une vue de la Thaïlande

Scenery of Thailand



PATTAYA Seminar *5 et 6 september 1998*

In response to an invitation from the Thai Ministry of Justice, a delegation from the International Union, consisted of Maître ISNARD, Maître HECTOR, Maître CHRISTIN, Maître NETTEN and Maître CLAES, visited Bangkok and Pattaya to take part in a seminar on execution procedures with Thai execution officers.



The International Union of Judicial Officers had already received two delegations from the Thai government in Paris, with whom very fruitful exchanges had taken place, and so Thailand's legal system was not completely unknown territory.

However, with regard to the functions and status of Thai judicial officers, the information already received

gave only a very vague idea of their activities. Pattaya has a world-wide reputation for its holiday resorts, beaches and hotels and everything is geared to tourism and relaxation, however, the 150 executions officers attending the seminar had a quite different objective. They were there to learn about the work of judicial officers in a larger domain.

The Thai legal system is not based on common law but on a code inspired by the Napoleonic Code. In consequence, the functions of Thai execution officers are very similar to those of French judicial officers and their counterparts in countries whose systems are based on the French model.

As a result the usual preliminary explanations about the functions of judicial officers could be dispensed with and the proceedings passed

immediately to matters of real concern. Two subjects were of particular interest: auctions and land registration and the system for giving notice of real property. The great specialist of international auctions, Maître Jean CHRISTIN, a Judicial Officer from Geneva, was subjected to hours of cross examination from a particularly enthusiastic audience which displayed an unusual degree of intellectual curiosity. Maître CHRISTIN's very detailed explanation was a high point of the seminar, not only for his Thai audience, but also for the whole of the Union delegation which discovered a wealth of information about the art of high value auctioneering.

The other speakers, Maître HECTOR, Maître NETTEN and Maître CLAES, then dealt with various aspects of the organisation of the profession in France, the Netherlands and Belgium.

Paradoxically, Thai judicial officers, who are civil servants and mostly highly qualified lawyers, conduct actions in almost the same way as their counterparts in Belgium, France, the Netherlands or Geneva.

Their work includes the service of documents, the attachment of goods, the at-



tachment of debts or debtors' property held by third parties, and auctions.

However, seminars always offer a few surprises. This time the delegation from the International Union had prepared for a few unexpected questions, but they were certainly not expecting to give a detailed presentation of the Land Registry, the Land Register or the Land Charges Registry, along with a whole catalogue of details on judicial guarantees, to the great displeasure of Maître Hector who was forced to depart from his initial plan, but who took it all perfectly in his stride!



The great success of the event was due to Mrs. Pimorat VATTANAHATHAI, Presiding Judge of the Civil Chamber of the Civil Court of South Bangkok, who translated the speeches with great courage and merit and who has a remarkable mastery of French, having prepared a thesis in Civil Law at the University of Grenoble.

L' *accueil thaïlandais*

L'accueil des autorités thaïlandaises fut particulièrement chaleureux et propice à inspirer une déclaration épistolaire.

Lettre à

M. WATTANACHAI CHOTECHUTRAKUL
Directeur du Département de l'exécution
au Ministère de la Justice de Thaïlande

Monsieur le Directeur,

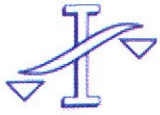
La délégation de l'Union Internationale voudrait que vous sachiez combien elle a été sensible à l'accueil exceptionnellement chaleureux que la direction de l'exécution a réservé à ses membres lors du séminaire de Pattaya.

Nous souhaiterions vous dire combien les marques de sympathie, que nous ont témoignées nos homologues thaïlandais, nous ont été infiniment précieuses.

Nous voudrions aussi exprimer notre profonde reconnaissance à Mme le Président PIMORAI VATTANAHATHAI et à toute l'organisation qui nous ont entouré durant ce séminaire de tant d'égards et de délicatesse.

Assurément, Monsieur le Directeur, le charme légendaire de la Thaïlande n'est pas une simple image, c'est aussi quelques particularismes agrémentés de touchantes attentions comme vous avez su nous en gratifier.

Recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de notre reconnaissance.



Reception in Thailand

We were very impressed by the warmth of the Thai reception and wrote the following letter of thanks.

Letter to :

Mr Wattanachai Chotechutrakul
Director of the Department of Executions
at the Thai Ministry of Justice

Dear Mr Wattanachai Chotechutrakul,

We would like you to know how impressed we were by the exceptionally warm reception extended by the Department of Executions at the seminar of Pattaya, and how much we value the warmth and friendship of our Thai counterparts.

We would also like to express our most heartfelt thanks to Mrs Pimorai Vattana-hathai and to the whole organisation which looked after us during the seminar with so much consideration and kindness.

The legendary charm of the Thai people is not just a myth, as we found out for ourselves from your extremely hospitable welcome.

We are very grateful.

Yours Sincerely,

INTERVIEW de Mlle Chalerin POWPATTANA

diplômée de Harvard Law School, Massachusett, et du Washington College of Law, assistante du directeur, Wisit wisitura-at, du Business Reorganisation Office du Legal Execution Department.

par Me Léo Netten, Pays-Bas,
et Me Jean Christin, Genève

Mlle Chalerin POWPATTANA, surnommée Ei, est née à Bangkok en 1971.

Après avoir obtenu le baccalauréat en droit à Bangkok, elle a travaillé au bureau d'avocats Baker & Mc Kenzie pour le compte desquels elle a effectué des recherches de droit. Elle obtient sa licence d'avocate en 1994, puis est nommée Legal Officer, ce qui correspond à la fonction d'huissier de justice en Thaïlande.

En 1994, elle passe avec succès l'examen de Legal Officer et a ensuite été sélectionnée pour suivre des cours de droit à l'université de Harvard au Massachusetts. Après deux ans et demi d'étude et ses diplômes en poche, Ei revient à Bangkok, où, depuis début 1998, elle est l'assistante du directeur de la Business Reorganisation Office du Legal Execution Department. Il s'agit d'une branche

qui s'occupe principalement de la réorganisation des entreprises en difficultés.

UIHJ Magazine : *Notre magazine vous remercie vivement de l'interview que vous voulez bien nous accorder et se pose bien entendu une foule de questions au sujet de l'organisation du bureau dont vous faites partie. Pouvez-vous nous expliquer comment s'organise la profession d'huissier de justice (Legal Officer) en Thaïlande ?*

Mlle Ei : Notre bureau est constitué de plusieurs divisions, notamment la division des faillites, la division des exécutions et la division de réorganisation à laquelle j'appartiens. Cette division de réorganisation n'existe que depuis le début de cette année. En Thaïlande, il y a plusieurs bureaux mais le bureau à Bangkok est, bien sûr, le plus grand. Il y a environ 1.200 fonctionnaires.

UIHJ M. : *Est-ce que vous intervenez dans le cadre de vos fonctions à l'intérieur et sur le terrain ?*

Mlle Ei : Non, mon activité est principalement d'examiner l'état des entreprises en difficulté. Ceci se passe au bureau.

UIHJ M. : *Comment s'effectuent les saisies chez les débiteurs ?*

Mlle Ei : C'est la division exécution qui délègue des Legal Officers. En fait, nous sommes tous des Legal Officers et ceux qui interviennent sur le terrain sont des Executing Officers.

Les huissiers de justice en Thaïlande sont des fonctionnaires et ils sont revêtus d'un uniforme, comme vous l'avez sans doute remarqué ici. Ils sont rémunérés selon leurs classes et titres. Il existe 11 classes de rémunération. Moi-même, j'ai commencé à la division en 4^{ème} classe.



Le ministre de la justice a la classe 11, le directeur de notre bureau la classe 10.

UIHJ M. : *Actuellement quelle est votre activité au sein de la division réorganisation ?*

Mlle Ei : Depuis le mois d'avril, je m'occupe principalement de la réorganisation (ndlr : *il s'agit de la mise en place de sursis concordataires*) de deux grandes sociétés, l'une d'électronique et l'autre fabricant de plastique. Chacune de ces entreprises compte environ 1000 employés. Nous sommes actuellement en train de présenter un plan de désendettement aux créanciers.

UIHJ M. : *Quelles sont les possibilités pour vous de gravir les échelons de la hiérarchie dans votre division ?*

Mlle Ei : Le problème est que la majorité des Legal Officers souhaite devenir juges. Moi-même ai passé les examens de juge au mois de mai 1998 mais je dois faire un stage de juge pendant un an, en fonctionnant comme juge assesseur. Puis, ensuite, je pourrai être nommée par le roi. Les conditions de travail sont meilleures en qualité de juge et les revenus sont supérieurs.

UIHJ M. : *Les huissiers de justice thaïlandais ont-ils beaucoup de travail actuellement ?*

Mlle Ei : Actuellement, en raison de la crise financière asiatique, notre activité a considérablement augmenté. Beau-



Mlle Ei interviewée par Me Jean CHRISTIN et Me Léo NETTEN
Miss Ei interviewed by Mr Jean CHRISTIN and Leo NETTEN

coup d'entreprises et de commerces ont fermé.

UIHJ M. : *Pouvez-vous nous donner vos impressions sur le séminaire auquel nous avons assisté ?*

Mlle Ei : Ce séminaire était très intéressant pour nous car nous avons rarement la possibilité de rencontrer des homologues étrangers et de comparer nos diverses procédures. Malgré les difficultés de compréhension des termes juridiques, nous avons pu comprendre que nos professions étaient semblables à celles d'Europe, notamment en ce qui concerne la signification des actes, l'assignation des justiciables devant les tribunaux, les saisies et les saisies-arrêts en banque, et notam-

ment en ce qui concerne les ventes aux enchères par autorité de justice.

Comme vous l'avez sans doute entendu lors du séminaire, en raison de la crise, la grande difficulté est de trouver des acheteurs pour réaliser les actifs des débiteurs.

UIHJ M. : *Pouvons-nous sans indiscrétion vous demander quels sont vos hobbies ?*

Mlle Ei : J'aime beaucoup le cinéma. Je joue volontiers du piano et je lis beaucoup.

UIHJ M. : *Mademoiselle Ei, nous vous remercions vivement de votre disponibilité et vous souhaitons plein succès dans votre nouvelle carrière.*

Interview of *Miss Chalerin POWPATTANA*

graduate of Harvard Law School, Massachusetts, and graduate of the Washington College of Law, assistant to the director, Wisit wisitura-at, of the Business Reorganisation Office within the Legal Executions Department.

Interview conducted by
Me Léo Netten, the Netherlands and
Me Jean Christin, Geneva

Miss Chalerin Powpattana, nicknamed Ei, was born in Bangkok in 1971.

After obtaining a high school diploma in law in Bangkok, she went to work for Baker & McKenzie, the law firm, where she was employed as a legal researcher. She obtained a law degree in 1994 and was then appointed as a Legal Officer, which is the Thai equivalent of a judicial officer.

In 1994 she passed the examination to be a Legal Officer, and then won a place at Harvard Law School in Massachusetts. Having obtained her degree after two and a half years of study, she returned to Bangkok where she has been assistant to the director of the Business Reorganisation Office of the Legal Execution Department since the beginning of 1998.

The office is principally concerned with the reorganisation of companies in difficulty.

IUJO Magazine : *First of all thank you very much for giving us this interview, and now we have a host of questions about the organisation of the office for which you work. Could you explain how your profession of Legal Officer is organised in Thailand ?*

Ei : Our office is divided into several departments, the bankruptcy department, the executions department and the reorganisation department to which I belong. The reorganisation department has only existed since the beginning of this year. There are several offices in Thailand but the Bangkok office is, naturally, the largest. It employs around 1,200 officials.

IUJO M : *Are you ever called to work outside the office or on company premises ?*

Ei : No, my job consists mainly of looking at the state of companies in difficulty, which I do at the office.

IUJO M : *How are seizures carried out on debtors' premises ?*

Ei : The executions department delegates Legal Officers. In fact we are all Legal Officers and those who act on the terrain are Executing Officers.

In Thailand, Judicial Officers are civil servants and they wear a uniform, as you have no doubt noticed. They are paid according to their grade and qualifications. There are 11 salary grades. I began in the 4th grade. The Minister of Justice is in grade 11 and



The President ISNARD among Thai Executing officers
Les Agents d'exécution Thaïlandais entourant le Président ISNARD

the Director of our office is in grade 10.

IUJO M : *What are you currently working on at the reorganisation department ?*

Ei : Since April, I have been chiefly involved in the reorganisation of two large companies, an electronics company and a plastics manufacturer. (Mainly setting up postponed arrangements with creditors (sursis concordataires). Each one of the companies has around 1,000 employees. We are currently presenting a debt reduction plan to the creditors.

IUJO M : *What career possibilities do you have in your department ?*

Ei : The problem is that the majority of Legal Officers wish to become judges. I passed the exams to be a judge in

May 1998, but I have to do a training period for a year as a non-presiding judge. After that I could be appointed by the King.

Judges have better working conditions and are better paid.

IUJO M : *Do Thai Judicial Officers have a lot of work at the moment ?*

Ei : At the present time, because of the financial crisis in Asia, we have a lot more work. A lot of companies have closed down.

IUJO M : *What were your impressions of the seminar which we attended ?*

Ei : The seminar was very interesting for us, as we have very few opportunities to meet our foreign counterparts and to compare various procedures. In spite of the

difficulty in understanding legal terms, we were able to understand that our professions were similar to those in Europe, especially as regards the service of documents, the summoning of litigants before the courts, seizures and the attachment of bank accounts, and especially as regards auction sales by order of a court. As you certainly heard at the seminar, because of the crisis, the big problem is finding buyers to realise debtors' assets.

IUJO M : *Can we ask you what your hobbies are, without being indiscreet ?*

Ei : I am very fond of the cinema, I enjoy playing the piano and I read a lot.

IUJO M : Miss Ei, thank you very much for seeing us and we wish you every success in your new career.



UNION INTERNATIONALE DES HUISSIERS DE JUSTICE ET OFFICIERS JUDICIAIRES

INTERNATIONAL UNION OF JUDICIAL OFFICERS

42, RUE DE DOUAI - 75009 PARIS - TÉL. 33 1 49 70 12 87 - FAX 33 1 40 16 99 35

e.mail : uihj@huissier-justice.fr

BUREAU EXECUTIF 1997 - 2000

| | | |
|---------------------|------------------------------|----------|
| Président | Jacques ISNARD | France |
| 1ère Vice Président | Marie-Thérèse CAUPAIN | Belgique |
| Secrétaire | Dominique HECTOR | France |
| Trésorier | Jean CHRISTIN | Suisse |
| Trésorier adjoint | Léo NETTEN | Pays-Bas |
| Membres | Luc CLAES | Belgique |
| | Ghislain BROUHOT | France |

Secrétaire Général

René DUPERRAY (F)

Secrétaires permanents

Pour l'Amérique du Nord :

André MATHIEU

511, Place d'Armes Suite 8 -H2Y- 2W7 • MONTREAL (Québec) Canada
Tél. 15 149 823 154 - Fax : G 15 149 823 168 - WWW.PAQUETTE.CA.QC

Pour les pays scandinaves et l'Europe du Nord :

Nicola HESSLEN

kronofogdemyndigheten - S 405 16 GOTEBORG
Tél. 46 31 63 42 41 - Fax 46 31 63 42 91

Pour les pays Anglo-saxons :

Alexander WALKER

19 Royal Exchange Square • GLASGOW G1 3AB
Tél. 44 412 488 224 - FAX : 44 412 217 944

Pour les pays d'Afrique :

Yacine SENE

88, rue Félix Faure BP 127 • DAKAR - SENEGAL
Tél. 221 821 33 17 - Fax 221 822 83 42

Délégations permanentes

Pour l'Afrique Australe :

Me C.J.V.D.L. FOURIE

121, St Georges Str • SIMON'S TOWN
Tél. : 021 862 435

Pour les Caraïbes :

Me Jacky SIZAM Immeuble Diligenti - appt. 12

Rue José Marti (Rex) • 97110 LA GUADELOUPE
Tél. 05 90 82 85 50 - Fax 05 90 82 51 97

| Membres Fondateurs | Membres Adhérents | Membres Observateurs | Membres Cooptés | Accord de coopération et missions d'expertise |
|-----------------------|----------------------|-------------------------|----------------------|--------------------------------------------------|
| *Belgique | *Afrique du Sud | *Hongrie | Danemark | |
| *France | *Algérie | *Ile Maurice | Finlande | Viet-nam |
| *Grèce | Allemagne | *Irlande | | |
| Italie | Autriche | *Madagascar | | Cuba |
| *Luxembourg | *Bénin | *Mali | *Haïti | |
| *Pays-Bas | *Burkina Faso | *Maroc | Louisiane | NAPPS - USA |
| *Suisse | *Cameroun | *Niger | Norvège | Lettonie |
| | *Canada | *Pologne | République de Russie | |
| | *Côte d'Ivoire | *Sénégal | | Brésil |
| | *Congo | *Slovaquie | | |
| | *Ecosse | Suède | | |
| | *Gabon | *Togo | | |
| | | *Tunisie | Roumanie | |

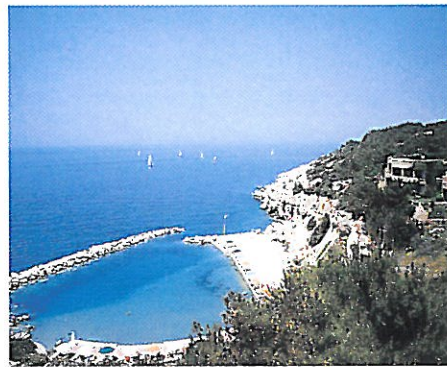
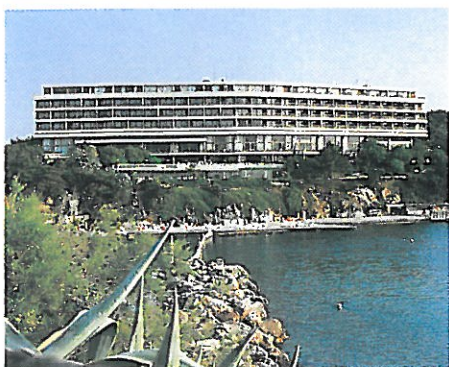
* Pays exerçant la profession sous la forme libérale

24 · 25 · 26 MAI 2000


Athènes • Grèce



CONGRES DE L'AN 2000



Conseils Permanents de l'UIHJ



Slovaquie
Tunisie

TUNIS 10 Avril 1999

BRATISLAVA 11 Juin 1999